

VU que la Ville de Saguenay a renouvelé pour une trente-cinquième fois, le lundi 17 octobre 2022, par la résolution numéro VS-CM-2022-687, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant au plus tard le samedi 22 octobre 2022;

VU que la Ville de Saguenay a renouvelé pour une trente-sixième fois, le jeudi 20 octobre 2022, par la résolution numéro VS-CM-2022-690, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant au plus tard le mardi 25 octobre 2022;

VU que la Ville de Saguenay a renouvelé pour une trente-septième fois, le lundi 24 octobre 2022, par la résolution numéro VS-CM-2022-693, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant au plus tard le samedi 29 octobre 2022;

VU que la Ville de Saguenay a renouvelé pour une trente-huitième fois, le jeudi 27 octobre 2022, par la résolution numéro VS-CM-2022-696, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant au plus tard le mardi 1<sup>er</sup> novembre 2022;

VU que la situation sur le territoire demeure préoccupante en lien particulièrement avec la menace d'un nouveau glissement de terrain pouvant survenir de façon imminente, le conseil municipal de la Ville de Saguenay a renouvelé pour une trente-neuvième fois, par sa résolution numéro VS-CM-2022-699, la déclaration d'état d'urgence pour une période de cinq jours, se terminant au plus tard le samedi 5 novembre 2022, lors d'une séance extraordinaire du conseil municipal tenue le lundi 31 octobre 2022;

VU que la Ville de Saguenay demande au ministre de la Sécurité publique d'autoriser de nouveau le renouvellement de l'état d'urgence pour une période maximale de cinq jours;

En conséquence, j'autorise la Ville de Saguenay à renouveler l'état d'urgence local déclaré le samedi 18 juin 2022 pour une période additionnelle maximale de cinq jours, se terminant au plus tard le samedi 5 novembre 2022.

Québec, le 14 novembre 2022

*Le ministre de la Sécurité publique,*  
FRANÇOIS BONNARDEL

78576

## A.M., 2022

### Arrêté 0122-2022 du ministre de la Sécurité publique en date du 14 novembre 2022

CONCERNANT la mise en œuvre du Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents relativement à un glissement de terrain survenu le 1<sup>er</sup> novembre 2022, dans la municipalité de Pierreville

LE MINISTRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE,

VU le Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents, établi par le décret n° 403-2019 du 10 avril 2019 en vertu de l'article 100 de la Loi sur la sécurité civile (chapitre S-2.3) et modifié par les décrets n° 443-2021 du 24 mars 2021 et n° 1417-2022 du 6 juillet 2022, destiné notamment à aider financièrement les particuliers dont la résidence principale est menacée par l'imminence de submersion, d'érosion ou de mouvements de sol ainsi que les municipalités qui ont déployé des mesures préventives temporaires ou des mesures d'intervention et de rétablissement, ou qui ont subi des dommages à leurs biens essentiels, lors d'un sinistre réel ou imminent;

VU que le ministre de la Sécurité publique est responsable de l'application de ce programme;

VU l'article 109 de la loi qui prévoit que la mise en œuvre, pour un risque ou un événement particulier, d'un programme général visé à l'article 100, relève du ministre responsable de l'application du programme;

CONSIDÉRANT que, le 1<sup>er</sup> novembre 2022, un important glissement de terrain est survenu dans la municipalité de Pierreville;

CONSIDÉRANT que, le 1<sup>er</sup> novembre 2022, des experts en géotechnique ont conclu notamment que le rang de l'Île et un aqueduc ont été endommagés et que les résidences principales sises aux 66 et 70, rang de l'Île, dans la municipalité de Pierreville, sont menacées de façon imminente par des mouvements de sol;

CONSIDÉRANT que ces experts ont recommandé que des mesures soient prises afin de régler la situation;

CONSIDÉRANT que cet événement d'origine naturelle constitue un sinistre réel et imminent;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de permettre à la Municipalité de Pierreville et aux sinistrés de ce glissement de terrain, s'ils sont admissibles, de bénéficier du Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents;

ARRÊTE CE QUI SUIT :

Le Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents, établi par le décret n<sup>o</sup> 403-2019 du 10 avril 2019 et modifié par les décrets n<sup>o</sup> 443-2021 du 24 mars 2021 et n<sup>o</sup> 1417-2022 du 6 juillet 2022, est mis en œuvre sur le territoire de la municipalité de Pierreville, située dans la région administrative du Centre-du-Québec, étant donné notamment les conclusions des experts en géotechnique du 1<sup>er</sup> novembre 2022, confirmant que le rang de l'Île et un aqueduc ont été endommagés et que les résidences principales sises aux 66 et 70, rang de l'Île, dans la municipalité de Pierreville, sont menacées de façon imminente par des mouvements de sol.

Québec, le 14 novembre 2022

*Le ministre de la Sécurité publique,*  
FRANÇOIS BONNARDEL

78579

**A.M., 2022**

**Arrêté 0120-2022 du ministre de la Sécurité publique en date du 14 novembre 2022**

CONCERNANT la mise en œuvre du Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents relativement aux pluies abondantes survenues les 18 et 19 octobre 2022, dans la ville de Sept-Îles

LE MINISTRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE,

VU le Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents, établi par le décret n<sup>o</sup> 403-2019 du 10 avril 2019 en vertu de l'article 100 de la Loi sur la sécurité civile (chapitre S-2.3) et modifié par les décrets n<sup>o</sup> 443-2021 du 24 mars 2021 et n<sup>o</sup> 1417-2022 du 6 juillet 2022, destiné notamment à aider financièrement les particuliers, les propriétaires de bâtiments locatifs et les entreprises qui ont subi des dommages ainsi que les municipalités qui ont déployé des mesures préventives temporaires ou des mesures d'intervention et de rétablissement, ou qui ont subi des dommages à leurs biens essentiels, lors d'un sinistre réel ou imminent;

VU que le ministre de la Sécurité publique est responsable de l'application de ce programme;

VU l'article 109 de la loi qui prévoit que la mise en œuvre, pour un risque ou un événement particulier, d'un programme général visé à l'article 100, relève du ministre responsable de l'application du programme;

CONSIDÉRANT que, les 18 et 19 octobre 2022, des pluies abondantes sont survenues dans la ville de Sept-Îles, causant notamment des dommages à une infrastructure routière municipale;

CONSIDÉRANT que la Ville de Sept-Îles a engagé des dépenses additionnelles à ses dépenses courantes pour diverses mesures d'intervention et de rétablissement relatives à la sécurité de ses citoyens;

CONSIDÉRANT que cet événement d'origine naturelle constitue un sinistre au sens de la loi;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de permettre à cette ville ainsi qu'à ses citoyens, s'ils sont admissibles, de bénéficier du Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents;

ARRÊTE CE QUI SUIT :

Le Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents, établi par le décret n<sup>o</sup> 403-2019 du 10 avril 2019 et modifié par les décrets n<sup>o</sup> 443-2021 du 24 mars 2021 et n<sup>o</sup> 1417-2022 du 6 juillet 2022, est mis en œuvre sur le territoire de la ville de Sept-Îles, située dans la région administrative de la Côte-Nord, qui a été touché par des pluies abondantes survenues les 18 et 19 octobre 2022.

Québec, le 14 novembre 2022

*Le ministre de la Sécurité publique,*  
FRANÇOIS BONNARDEL

78577

**A.M., 2022**

**Arrêté 0121-2022 du ministre de la Sécurité publique en date du 14 novembre 2022**

CONCERNANT un nouvel élargissement du territoire d'application du Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents en œuvre relativement aux pluies abondantes survenues du 7 au 9 août 2022, dans des municipalités du Québec

LE MINISTRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE,

VU l'arrêté numéro AM 0086-2022 du 29 août 2022 par lequel la ministre de la Sécurité publique d'alors a mis en œuvre le Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents afin d'aider notamment les particuliers, les entreprises et les municipalités qui ont subi des dommages en raison des pluies abondantes survenues du 7 au 9 août 2022;